



INFORUP

Semaine du 11 au 15 juillet 2016

LE CONSEIL DEBATTRE LUNDI DES MARCHES AGRICOLES, DU VERDISSEMENT ET DES ACCORDS DE LIBRE-ECHANGE : La Commission européenne présentera, lundi 18 juillet à Bruxelles, aux ministres de l'agriculture des pays de l'UE, un nouveau plan d'aide en faveur du secteur du lait et des produits. Le commissaire européen à l'Agriculture, Phil Hogan, proposera également des mesures de simplification du dispositif de verdissement des aides directes. Autres points à l'ordre du jour de ce premier Conseil Agriculture sous Présidence slovaque: les négociations commerciales internationales, le programme de travail du semestre et le renforcement de la position des agriculteurs dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire. Concernant le verdissement, Phil Hogan devrait présenter une quinzaine de mesures de simplification techniques, en particulier pour la gestion et la comptabilisation des surfaces d'intérêt écologique. Le Conseil présentera les résultats d'une conférence internationale organisée le 30 juin et le 1er juillet sur le thème du 'renforcement de la position des agriculteurs dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire'. La République tchèque fera état des problèmes que pose à la production biologique l'interdiction de l'utilisation de phosphite de potassium pour la protection des plantes.

LE COPA-COGECA ALERTE SUR LE RETRAIT DE PESTICIDES : Le Copa-Cogeca (organisations et coopératives agricoles de l'UE) a présenté, mercredi 6 juillet, une étude concluant que le retrait de nouveaux produits phytosanitaires du marché menacerait l'approvisionnement en denrées alimentaires de qualité et ferait augmenter le chômage, coûtant ainsi des milliards d'euros à l'économie. Ce rapport a identifié 75 substances qui risquent d'être retirées du marché communautaire, ce qui aurait un impact sur tout le secteur des grandes cultures, avec des estimations de baisses de rendement allant jusqu'à 40 % pour certains produits. « Les marges des agriculteurs vont être rognées et la rentabilité des exploitations agricoles pourrait baisser jusqu'à 40 %, avec des pertes totales qui se chiffrent à 17 milliards € », résume le Copa-Cogeca. Ce sont 30 % des 1,2 million d'emplois liés aux principales cultures (orge, blé, colza, maïs, pommes de terre, betteraves sucrières, raisin) qui seraient menacés, alors qu'un bon nombre de substances mentionnées dans le rapport continuent d'être utilisées en dehors de l'UE, ajoute le Copa-Cogeca. Les organisations agricoles de l'UE

tiendront, vendredi 15 juillet à Bruxelles, une réunion extraordinaire au sein du Copa-Cogeca à Bruxelles pour s'interroger sur l'impact de la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne, ainsi que sur la situation du marché et les mesures de soutien proposées par la Commission.

LA PRÉSIDENTE SLOVAQUE DU CONSEIL DE L'UE PRÉSENTE SES PRIORITÉS POUR LE SECTEUR DE LA PÊCHE : Mardi 12 juillet 2016, Gabriela Matečná la Ministre slovaque de l'agriculture et du développement rural a présenté à la commission pêche du Parlement européen (PE) les priorités de son mandat au sein du Conseil « Agriculture et pêche » (AGRIPECHE) pour les six prochains mois. La Slovaquie assure du 1er juillet au 31 décembre 2016 la présidence du Conseil des ministres de l'UE. La ministre a souligné l'importance du premier objectif de la Politique commune de la pêche (PCP) à savoir, le soutien au développement du secteur de la pêche et la durabilité des stocks halieutiques. D'ailleurs la ministre a rappelé que d'ici 2020 le principe du rendement maximal durable (RMD) devra s'appliquer à tous les stocks. Elle s'attachera à poursuivre les efforts en matière de lutte contre la pêche illícite, non déclarée et non réglementée (INN). Sous la présidence slovaque, le Conseil fixera en novembre 2016 les TAC et quotas 2017-2018 pour les espèces dites d'eau profonde. Concernant le dossier de la gestion des flottes de pêche externes, Gabriela Matečná espère amorcer très vite les trilogues avec le PE.

PROTESTATIONS DES EURODÉPUTÉS FACE À LA BAISSÉ DE 23% DES PAIEMENTS POUR LA POLITIQUE DE COHÉSION : Lors d'une réunion conjointe de commissions du Parlement européen (PE) qui s'est tenue à Bruxelles mardi 12 juillet, plusieurs eurodéputés ont fait part de leurs inquiétudes concernant le projet de budget général de l'UE pour l'exercice 2017. Jens Geier (S&D, Allemagne), le rapporteur de la commission budget au PE, se dit préoccupé par les nouveaux montants prévus pour les paiements de la rubrique « Cohésion économique, sociale et territoriale ». En effet, le projet de texte qui sera discuté en trilogue en septembre prochain, prévoit une baisse de 23,5% des crédits de paiements consacrés à la politique de cohésion en 2017. Le rapporteur va donc demander que ces crédits soient au contraire augmentés, et a minima maintenus. Cet avis a été partagé par plusieurs eurodéputés de différents groupes politiques au sein du PE qui tiennent à rappeler que la politique de cohésion est la première politique d'investissement de l'UE et qu'elle joue un rôle essentiel dans le développement des régions et des territoires. Jean-Paul Denanot (S&D, France) et Gérard Deprez (ADLE, Belgique) lors de leurs interventions ont par ailleurs mis l'accent sur les problématiques de retards et d'arriérés de paiements dans le cadre financier pluriannuel 2014-2020 qui pénalisent les bénéficiaires. Enfin, le rapporteur regrette également la proposition de la Commission de réduire les dépenses de fonctionnement du Comité des régions et du Comité économique et social de l'UE.

14ÈME ROUND DE NÉGOCIATION SUR LE TTIP A EU LIEU CETTE SEMAINE : Du 11 au 15 juillet, le 14^{ème} round de négociation du TTIP a eu lieu à Bruxelles. Les textes associés contiennent des propositions pour consolider les avancées à l'accès au marché unique, avec l'intention de signer l'accord avant la fin du mandat de Barack Obama. Au sommet de l'OTAN le 8 juillet à Varsovie, Barak Obama, Donald Tusk et Jean-Claude Juncker ont réaffirmé leur objectif de finaliser l'accord avant la fin de l'année. Selon la Commission, les

négociations ont porté sur trois éléments : accès au marché, règles et réglementation. En termes d'accès au marché unique, les parties se focalisent sur les secteurs marchands, services et marchés publics. L'objectif de l'UE est d'augmenter leurs offres en matière d'achats publics avant la fin des négociations. En outre, l'UE proposera un cadre institutionnel du TTIP s'agissant de la libéralisation des importations, exportations d'énergie et la diminution des monopoles d'exportations. Les parties ont échangé davantage de textes relatifs à la réglementation des neuf secteurs industriels (l'automobile, les appareils médicaux, les cosmétiques, les produits chimiques, les textiles, et l'ingénierie), sachant que l'UE a déjà fait une proposition pour les produits pharmaceutiques. En échange, les Etats-Unis déclencheront une proposition sur les produits liés à la communication et à la technologie de l'information. Au niveau des rencontres politiques, la commissaire au Commerce, Cecilia Malmström, et son homologue américain, Mike Froman, vont se réunir en septembre. Le bilan sera fait le 23 septembre à Bratislava par les ministres du Commerce de l'UE, et un 15ème round de négociation est prévu en octobre prochain aux Etats-Unis.

L'UE ET LES ETATS-UNIS RÉAFFIRMENT L'IMPORTANCE DE LEUR PARTENARIAT MALGRÉ LE « BREXIT » : Malgré les implications du « Brexit », Barack Obama, Donald Tusk et Jean-Claude Juncker ont réaffirmé leur désir d'approfondir davantage les relations entre l'UE et les Etats-Unis au sommet de l'OTAN. Pendant un point de presse, Obama a déclaré : « Malgré le défi du moment, je suis heureux de voir que l'UE et les États-Unis continuent d'approfondir leur partenariat » et a défendu ces arguments en concernant la nécessité d'avoir une Europe forte, prospère et unie. Les Etats-Unis et l'UE doivent gérer les conséquences du « Brexit » mais néanmoins, les deux partenaires se concentreront sur les urgences mondiales pour garantir leur sécurité, en partageant des renseignements qui peuvent empêcher les attaques terroristes. Aussi, Obama a déclaré que l'OTAN devrait soutenir davantage les opérations de l'UE contre le trafic de migrants, et en même temps encourager le maintien du rôle de l'UE sur la problématique des réfugiés, en coopération avec l'Assemblée générale des Nations Unies. Obama a également approfondi les relations entre l'UE et l'OTAN en signant une déclaration pour les deux parties. Donald Tusk a communiqué l'importance de la coopération et Juncker a dit « les États-Unis, l'OTAN et l'UE sont des piliers centraux de l'ordre mondial ». En revenant sur le point du « Brexit », Obama a déclaré souhaiter que des bonnes relations entre le Royaume-Uni et l'UE vont être maintenues, car il a souligné qu'un mal entendu pourrait avoir des conséquences négatives pour la sécurité européenne.

AGENDA DE LA SEMAINE DU 18 AU 22 JUILLET 2016

	PARLEMENT EUROPEEN	COMMISSION EUROPEENNE	CONSEIL DE L'UE	MINISTÈRES FRANÇAIS
Lundi 18/07			<p>Conseil « Affaires étrangères »</p> <p>Conseil Agriculture-pêche</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présentation du programme de travail de la présidence slovaque. • Débat sur une série de mesures de soutien possibles • Réexamen du verdissement à l'issue de la première année de mise en œuvre. • Simplification de la politique agricole commune (PAC) de l'UE • Questions liées au commerce international de produits agricoles. 	
Mardi 19/07				
Mercredi 20/07				
Jeudi 21/07				

Vendredi 22/07				
---------------------------------	--	--	--	--